

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2012-2013

23 SEPTEMBRE 2013

Proposition de loi portant création d'un Comité permanent d'enquête sur la Sécurité civile

(Déposée par M. Bart De Nijn)

DÉVELOPPEMENTS

Introduction

À la suite de la catastrophe ferroviaire de Wetteren, des experts belges et étrangers ont souligné la nécessité de créer un conseil d'enquête indépendant, inspiré du modèle néerlandais.

L'explosion de gaz de Ghislenghien en 2004 nous a fait prendre conscience que lorsque de telles catastrophes se produisent, il faut en tirer les enseignements. C'est dans ce but que le Centre fédéral de connaissances pour la Sécurité civile a été créé. Conformément à l'article 3, 4^o, de l'arrêté royal du 28 mars 2007 relatif à un Centre fédéral de connaissances pour la Sécurité civile, l'une des missions de ce centre consiste précisément à examiner et évaluer les incidents dans le but d'en tirer les enseignements.

Jusqu'à présent, le Centre de connaissances manque de personnel et n'a pas encore complètement rempli sa fonction. On peut en outre se demander s'il est doté de pouvoirs d'investigation suffisants.

À la demande de la direction générale Sécurité et Prévention (SPF Intérieur), un rapport de doctorat sur les opportunités et modalités de la création d'un conseil d'enquête indépendant pour la sécurité de la Belgique a été rédigé en 2011 à la KUL (1). Malheureusement, ce rapport n'a guère été exploité jusqu'ici.

(1) <http://crisis.ibz.be/documents/downloads/FOD%20BZ%20onderzoeksraad%20eindrapport%20DEF.pdf>.

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 2012-2013

23 SEPTEMBER 2013

Wetsvoorstel tot oprichting van een Vast Comité voor onderzoek naar de civiele veiligheid

(Ingediend door de heer Bart De Nijn)

TOELICHTING

Inleiding

Naar aanleiding van de treinramp in Wetteren suggereerde binnen- en buitenlandse experts de noodzaak van een onafhankelijke onderzoeksraad naar Nederlands voorbeeld.

De gasexplosie van Gellingen in 2004 leidde tot het inzicht dat we moesten leren uit dergelijke rampen. Daarvoor werd toen het Federaal Kenniscentrum voor de civiele veiligheid opgericht. Overeenkomstig artikel 3, 4^o, van het koninklijk besluit van 28 maart 2007 betreffende een Federaal Kenniscentrum voor de civiele veiligheid is een van de opdrachten van het kenniscentrum precies het onderzoeken en evalueren van voorvallen, met als doelstelling de leermomenten hieruit op te nemen.

Tot nu toe heeft het Kenniscentrum te weinig personeel en heeft het zijn functie nog niet helemaal ingevuld. De vraag rijst bovendien of zij voldoende onderzoeksbevoegdheden hebben.

In 2011 werd in opdracht van de algemene directie Veiligheid en Preventie (FOD Binnenlandse Zaken) een doctoraatsrapport geschreven aan de KUL betreffende «opportuniteten en modaliteiten van de oprichting van een onafhankelijke onderzoeksraad voor de veiligheid van België (1)». Tot op heden is er helaas weinig met het rapport gebeurd.

(1) <http://crisis.ibz.be/documents/downloads/FOD%20BZ%20onderzoeksraad%20eindrapport%20DEF.pdf>.

Mme Joëlle Milquet, ministre de l'Intérieur, s'est dite favorable « à la création d'un centre ou d'un service indépendant, rattaché au Centre de connaissances ou au Centre de crise, doté d'un nombre limité de collaborateurs ». Elle étudie actuellement, entre autres, les différentes options de localisation (au sein du Centre de crise ou d'un Centre de connaissances), le nombre de collaborateurs et le coût budgétaire.

Il est préférable de créer un organe véritablement autonome et indépendant au sein du parlement. Cet organe doit en outre disposer de pouvoirs d'investigation suffisants.

Le rapport de la KUL (2011)

D'un point de vue conceptuel, le rapport publié par la KUL en 2011 est axé sur trois notions :

1. efficacité : évaluation de la mesure dans laquelle une enquête débouche ou non sur un rapport d'enquête de qualité contenant une analyse des causes de l'incident (recherche de la vérité) et des recommandations aux instances/organisations concernées (rôle consultatif);
2. légitimité : évaluation de la mesure dans laquelle les personnes faisant l'objet de l'enquête collaborent à celle-ci;
3. efficience : rapport coûts-bénéfices, en l'occurrence par comparaison entre l'input (coûts financiers/frais de personnel) et l'output (le rapport d'enquête et la qualité de ce dernier).

A. Pays-Bas

Dans un premier volet, le rapport esquisse la situation aux Pays-Bas. Les Pays-Bas ont d'abord connu un conseil d'enquête distinct pour la défense et l'ensemble du secteur des transports. Après les catastrophes d'Enschede et de Volendam, les autorités néerlandaises ont décidé d'évoluer vers un conseil d'enquête multisectoriel indépendant.

Le conseil d'enquête des Pays-Bas dispose d'une large autonomie en termes de stratégie (grande indépendance pour ce qui est de la décision d'enquêter sur tel ou tel incident et des modalités de l'enquête) et de gestion (grande autonomie dans la gestion des ressources humaines et des moyens financiers). On note en outre une grande coordination entre le ministère public et le conseil d'enquête. L'enquête pénale ne peut entraver l'enquête relative à l'incident et vice versa. L'échange d'informations est même asymétrique. Ainsi, le ministère public est tenu de fournir des informations au conseil de sécurité indépendant, alors que cette obligation n'est pas réciproque (à quelques exceptions près).

Minister van Binnenlandse Zaken Joëlle Milquet is voorstander van de oprichting van « een onafhankelijk centrum of van een onafhankelijke dienst bij het kenniscentrum of het Crisiscentrum met een beperkt aantal medewerkers ». Zij is bezig met de analyse van onder andere de locatie (in het Crisiscentrum, ofwel in een Kenniscentrum), het aantal medewerkers en het budgettaire plaatje.

Een echt autonoom en onafhankelijk orgaan wordt best opgericht in de schoot van het parlement. Dat orgaan moet bovendien voldoende onderzoeksbevoegdheden krijgen.

Het rapport van de KUL (2011)

Het rapport van de KUL uit 2011 richt zich in zijn conceptueel kader op drie begrippen :

1. effectiviteit : inschatting van de mate waarin een onderzoek al dan niet uitmondt in een kwaliteitsvol onderzoeksrapport met een analyse van de oorzaken van het voorval (waarheidsbevinding) en aanbevelingen aan de betrokken instanties/organisaties (adviesverlening);
2. legitimiteit : inschatting in de mate waarin de onderzochten meewerken aan het onderzoek;
3. efficiëntie : verhouding tussen de kosten en de baten, namelijk vergelijking tussen de input (financiële kosten/personeelskosten) en de output (onderzoeksrapport en de kwaliteit ervan).

A. Nederland

In een eerste luik schetst het rapport de situatie van Nederland. Nederland kende eerst een afzonderlijke onderzoeksraad voor defensie en de gehele transportsector. Na rampen in Enschede en Volendam besloten de Nederlanders te gaan naar een multisectoriële, onafhankelijke onderzoeksraad.

De onderzoeksraad in Nederland heeft een grote mate van beleids — (grote onafhankelijkheid in welke voorvallen onderzocht worden en hoe dit onderzocht wordt) en beheersautonomie (grote mate van zelfbeheer in menselijke en financiële middelen). Bovendien is er een grote afstemming tussen het openbare ministerie en de onderzoeksraad. Het strafonderzoek mag het voorvallenonderzoek niet belemmeren en vice versa. Er geldt zelfs een asymmetrische verhouding van informatie. Zo is het openbare ministerie verplicht gegevens aan de onafhankelijke veiligheidsraad te geven waar er andersom geen verplichting is (behoudens enkele uitzonderingen).

Le degré d'indépendance est tel que le conseil d'enquête peut, dans une certaine mesure, contraindre des témoins à s'exprimer, que les enquêteurs peuvent pénétrer dans certains lieux et accéder à certaines données, ... Les témoins sont en outre protégés et ne s'exposent pas à des poursuites pénales sur la base des informations qu'ils communiquent au conseil d'enquête. Qui plus est, leur anonymat est garanti dans le rapport d'enquête.

À certains égards, nous ne souhaitons pas aller aussi loin que les Pays-Bas. La proposition de loi s'inscrit pleinement dans la pratique qui existe en Belgique. Elle combine en effet les compétences du Comité P, d'une commission d'enquête parlementaire et de la Commission de la protection de la vie privée.

Ce sont ces mesures et l'objectif supérieur (l'enquête sur les causes des catastrophes et sur la manière de les prévenir et de mieux les gérer à l'avenir) qui poussent les témoins à parler et qui permettent réellement de tirer des enseignements dans la perspective de politiques et d'actions futures.

B. La Belgique

En Belgique, par contre, il n'existe pas encore de conseil d'enquête. Les incidents font certes l'objet d'un examen, mais celui-ci est effectué par une multitude d'acteurs qui opèrent dans différents domaines d'action. On dénombre parmi ceux-ci trois acteurs principaux. Il y a tout d'abord le Centre fédéral de connaissances pour la Sécurité civile, qui examine uniquement les incidents qui se produisent dans le domaine de la sécurité civile. Sa mission principale consiste à renforcer la qualité de l'aide apportée en évaluant les services de secours. Pour le reste, ce centre analyse davantage les incidents majeurs que les incidents mineurs.

Viennent ensuite les cellules de sécurité communales et provinciales : celles-ci procèdent également, après une opération de secours, à un débriefing sur les points positifs et les dysfonctionnements des services. Leur but n'est donc pas d'étudier les causes de l'incident, mais d'améliorer le plan catastrophe. Chaque acteur au sein des services d'aide s'auto-évalue, de sorte qu'il n'existe pratiquement pas de contrôle externe et que très peu de rapports sont publiés. La cellule de sécurité veille toutefois à la communication entre les différents acteurs. En outre, la loi ne prévoit pratiquement rien en termes d'indépendance, de coopération, ...

Enfin, il y a les commissions d'enquête parlementaire, qui peuvent être mises sur pied à l'occasion de certains faits. Les enquêtes menées dans le cadre de ces commissions sont conduites parallèlement à l'enquête judiciaire. La commission d'enquête parlementaire a les pouvoirs d'un juge d'instruction. Le but de la commission d'enquête parlementaire est de tirer

De onafhankelijkheid gaat zo ver dat de onderzoeksraad in bepaalde mate dwang kan uitoefenen, dat getuigen moeten komen spreken, dat onderzoekers locaties kunnen betreden en inzage krijgen in bepaalde gegevens, ... Getuigenissen worden bovendien beschermd en kunnen niet strafrechtelijk vervolgd worden op basis van informatie die ze in onderzoeksraad vermelden. Daarnaast worden getuigen anonim vermeld in het eruit resulterende onderzoeksrapport.

De indieners willen op bepaalde vlakken niet zover gaan als in Nederland. Het wetsvoorstel past volledig binnen de bestaande praktijk in België. Het wetsvoorstel is immers een combinatie van de bevoegdheden van het Comité P, een parlementaire onderzoekscommissie en de Privacycommissie.

Het zijn deze maatregelen en het hogere doel (het onderzoeken van de oorzaak van een ramp en hoe het in de toekomst voorkomen en beter aanpakken) die maken dat getuigen willen spreken en er bijgevolg effectief uit geleerd wordt naar toekomstig beleid en/ of optreden toe.

B. België

België daarentegen heeft nog geen onderzoeksraad. Voorvalen worden wel onderzocht, maar door een verscheidenheid aan actoren die opereren in verschillende beleidsdomeinen. Drie actoren zijn noemenswaardig. Zo is er het federaal kenniscentrum voor Civiele veiligheid die enkel voorvalen onderzoekt die plaatsvinden binnen het domein Civiele Veiligheid. Hoofdopdracht is hier om de kwaliteit van de hulpverlening te verbeteren door evaluatie van de hulpdiensten. Bovendien is deze dienst vooral bezig met het onderzoeken van kleinschalige voorvalen in plaats van grootschalige voorvalen.

Ten tweede zijn er de provinciale en gemeentelijke veiligheidscellen : ook hier gebeurt er na afloop van een hulpoperatie een debriefing over positieve punten en disfuncties van de dienstverlening. Er wordt dus niet naar de oorzaken gekeken, maar naar een verbetering van het rampenplan. Elke actor binnen de hulpverlening maakt een zelfevaluatie waardoor er van externe controle en rapportering amper sprake is. De veiligheidscel staat wel stil bij de communicatie tussen de verschillende actoren. Voorts is er wettelijk amper iets vastgelegd over onafhankelijkheid, samenwerking, ...

Een laatste actor is de parlementaire onderzoekscommissie die naar aanleiding van bepaalde feiten kan worden opgericht. Deze onderzoeken lopen naast het gerechtelijk onderzoek. Hierbij beschikt de parlementaire onderzoekscommissie over bevoegdheden van een onderzoeksrechter. Doel is beleidsgerichte conclusies te kunnen trekken. Een dergelijke commissie

des conclusions d'ordre politique. Une commission d'enquête parlementaire dispose d'une grande autonomie en termes de gestion et de stratégie et connaît peu de restrictions (comme aux Pays-Bas). Contrairement à ce qui est le cas pour les deux autres acteurs, un cadre législatif régit ici la coopération avec les instances judiciaires. Tel n'est pas le cas pour le centre de connaissances et les cellules de sécurité communales et provinciales, qui sont, au contraire, subordonnés aux acteurs judiciaires.

C. Efficacité, légitimité et efficience en Belgique et nécessité de créer un conseil d'enquête ?

Il ressort de ce qui précède qu'il existe une nette différence entre la Belgique et les Pays-Bas en termes d'efficacité, de légitimité et d'efficience.

En ce qui concerne l'efficacité, le fait qu'en Belgique plusieurs acteurs enquêtent sur une catastrophe pose problème car cela complique la coopération, empêche de voir l'incident de manière globale et risque de donner lieu à des conclusions contradictoires. La communication n'est pas bonne non plus : parfois, on ne sait pas clairement si un rapport d'enquête est déjà paru ou a été rendu public. La chance de tirer des enseignements des catastrophes et de prendre des mesures en conséquence est beaucoup plus faible en Belgique qu'aux Pays-Bas. Les organes d'enquête sont aussi subordonnés aux instances judiciaires, de sorte qu'ils ne peuvent demander aucun élément de preuve au parquet et qu'ils ne jouissent pas de l'autonomie nécessaire pour permettre aux témoins de s'exprimer librement.

En Belgique, on procède surtout à des auto-évaluations internes et on donne peu d'avis. Cela ne permet toutefois pas d'améliorer la qualité des services de secours et de la coopération.

Pour ce qui est de la légitimité, on observe une bonne coopération en matière de gestion des incidents ou des catastrophes (en ce qui concerne le fonctionnement des services de secours lorsqu'une catastrophe se produit), mais tel n'est pas le cas lorsqu'il s'agit d'examiner les causes d'une catastrophe, faute d'une distinction claire entre les instances judiciaires et les instances à portée plus pédagogique, qui veulent tirer des enseignements de certaines catastrophes.

La présence d'un organe unique dans plusieurs domaines stratégiques (comme aux Pays-Bas) permettrait donc d'augmenter l'efficacité et, partant, la qualité. Cette formule serait en outre moins coûteuse car elle permettrait de profiter d'économies d'échelle, ce qui renforcerait aussi l'efficacité, la visibilité et, dès lors, la légitimité et le soutien du public.

kent wel veel bestuurs- en beleidsautonomie en kent weinig beperkingen (ook natuurlijk mogelijk in Nederland). In tegenstelling tot de twee andere actoren is hier wel een wetgevend kader rond geschept over de samenwerking met de gerechtelijke instanties. Bij het kenniscentrum en de gemeentelijke en provinciale veiligheidscellen is dit niet het geval. Integendeel, hier zijn de gerechtelijke actoren bovengeschikt.

C. Effectiviteit, legitimiteit en efficiëntie in België en nood aan oprichting onderzoeksraad ?

Uit het voorgaande blijkt dat er een duidelijk verschil is in effectiviteit, legitimiteit en efficiëntie tussen België en Nederland.

Wat de effectiviteit betreft is het in België een probleem dat verschillende actoren een ramp onderzoeken waardoor er een moeilijke samenwerking tot stand wordt gebracht en er geen totaalbeeld bestaat van het voorval of er tegengestelde conclusies worden getrokken. Er is bovendien een slechte communicatie : het is niet altijd duidelijk of er al een onderzoeksrapport verschenen en openbaar gemaakt. Hierdoor is de kans dat men leert uit rampen en maatregelen neemt, veel kleiner dan in Nederland. De onderzoeksorganen zijn ook ondergeschikt aan de gerechtelijke instanties waardoor ze geen bewijsstukken kunnen opvragen aan het parket en niet over de autonomie beschikken om getuigen vrijuit te doen spreken.

In België wordt er vooral aan interne zelfevaluatie gedaan en weinig aan adviesverlening. Dit verhoogt echter niet de kwaliteit van de dienstverlening van alle hulpdiensten en de samenwerking.

Wat de legitimiteit betreft wordt er voor het beheer van een voorval/ramp (de werking van de hulpdiensten in het bestrijden van een ramp) goed samengewerkt. Met betrekking tot het achterhalen van de oorzaken van een ramp daarentegen, is dit niet het geval omdat er geen duidelijk onderscheid is tussen strafrechtelijke instanties en de meer pedagogische instanties die lessen willen trekken uit bepaalde rampen.

Eén orgaan die op verschillende beleidsdomeinen actief is (zoals in Nederland) zou dan ook voor betere effectiviteit zorgen en dus meer kwaliteit. Bovendien zou het in kosten ook scheelen doordat er geprofiteerd kan worden van schaalvoordelen waardoor ook de efficiënte verhoogd zou worden. Het zou ook zorgen voor een grotere zichtbaarheid waardoor het meer legitimiteit zou kennen en meer publieke steun.

En Belgique, peu importe en fait ce qu'il advient des recommandations formulées au terme de l'enquête. Rien n'oblige les services de secours ou d'autres instances concernées à concrétiser ces recommandations. Ce n'est pas le cas non plus aux Pays-Bas (car une telle obligation aurait quelques effets néfastes ou comporterait certains risques, comme le fait de devoir exécuter les recommandations à tout prix ou la crainte que l'indépendance du conseil d'enquête soit limitée, à supposer que la mise en œuvre d'une recommandation tourne mal), mais les instances concernées sont néanmoins tenues de réagir aux recommandations formulées par le conseil d'enquête. En tout état de cause, ces recommandations sont donc davantage prises en considération.

Conclusion

De nombreux constats font clairement état de la nécessité d'un changement en Belgique en ce qui concerne les enquêtes sur les causes des catastrophes et les enseignements à tirer. Notre pays pourrait s'inspirer utilement de l'approche néerlandaise.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 2

Pour garantir l'indépendance à l'égard du pouvoir exécutif, la Chambre des représentants crée un Comité permanent d'enquête sur la Sécurité civile, dénommé « Comité permanent S ».

Articles 3 et 4

Le but de l'enquête n'est pas de chercher des boucs émissaires, mais de tirer des enseignements et d'éviter de nouvelles catastrophes à l'avenir ou d'en limiter les conséquences. Le Comité permanent S ne pourra pas examiner systématiquement chaque incident : la phase provinciale du plan de lutte contre les catastrophes devra à tout le moins avoir été activée.

Articles 5 et 6

Ces articles règlent la composition et la désignation des membres du Comité permanent S et sont basés sur la réglementation applicable au Comité P. Les membres doivent pouvoir justifier d'une expérience pertinente. Le président doit être un magistrat. Le serment est identique à celui que prêtent les membres de la Commission de la protection de la vie privée et les experts d'une commission d'enquête parlementaire.

In België maakt het eigenlijk niet uit wat er met de aanbevelingen na onderzoek gebeurt. Er is geen verplichting voor hulpdiensten of andere betrokken instanties deze aanbevelingen uit te voeren. In Nederland is dit er ook niet (omdat dit enkele nadelige gevolgen of risico's zou veroorzaken zoals het krampachtig moeten uitvoeren van aanbevelingen of vrees dat onafhankelijkheid van onderzoeksraad ingeperkt wordt als aanbeveling slecht blijkt uit te draaien), maar de betrokken instanties moeten wel verplicht reageren op de aanbevelingen die door de onderzoeksraad gebeuren. Hierdoor wordt er sowieso meer rekening gehouden met de aanbevelingen.

Conclusie

Er zijn tal van bevindingen die illustreren dat er in België wat het onderzoek naar oorzaken van rampen en de eruit te trekken lessen betreft, duidelijk nood is aan verandering. De wijze waarop Nederland dit aanpakt is een mogelijke inspiratiebron.

ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING

Artikel 2

Om de onafhankelijk ten aanzien van de uitvoerende macht te garanderen wordt er door de Kamer van volksvertegenwoordigers een Vast Comité voor onderzoek naar de Civiele Veiligheid, Comité V genaamd, opgericht.

Artikelen 3 en 4

Het doel van het onderzoek is niet het zoeken van zondebokken, maar om lessen te trekken en in de toekomst rampen te voorkomen of de gevolgen ervan te beperken. Het Comité V kan niet zomaar elk incident onderzoeken : op zijn minst moet de provinciale fase in de rampenbestrijding van kracht zijn.

Artikelen 5 en 6

Deze artikelen regelen de samenstelling en aanstelling van de leden van het Comité V en zijn gebaseerd op de regeling zoals die bestaat voor het Comité P. De leden moeten kunnen aantonen dat ze relevante ervaring beschikken. De voorzitter moet een magistraat zijn. De eed is dezelfde als de leden van de Privacycommissie en de deskundigen van een parlementaire onderzoekscommissie moeten zweren.

Articles 7 à 9

Le Comité permanent S peut agir d'initiative. Il informe la Chambre des représentants et le ministre compétent de toute enquête. Les conclusions et recommandations de l'enquête sont publiées.

Les ministres ou autorités compétents doivent informer le Comité permanent S des suites qu'ils donnent aux conclusions.

Articles 10 à 12

L'idée n'est pas de créer une institution bureaucratique, mais d'organiser un groupe d'enquête souple qui intervient en cas de nécessité. La présidence et la vice-présidence sont les deux seules fonctions exercées à temps plein avec rémunération à l'avenant. Ces fonctions peuvent éventuellement être combinées à une autre activité professionnelle.

Une commission *ad hoc*, composée des experts requis, est par ailleurs instituée pour chaque enquête.

Pour cette même raison, il a été décidé de ne pas travailler avec une commission parlementaire de suivi. La Chambre conserve évidemment ses pleins pouvoirs à l'égard du Comité permanent S (elle approuve, entre autres, le règlement d'ordre intérieur et le budget de ce dernier), mais l'idée n'est pas que les résultats et recommandations qui découlent des enquêtes passent d'abord par un filtre politique.

L'article 12 garantit l'indépendance des membres du Comité permanent S.

Article 14

Cet article définit les pouvoirs d'enquête du Comité permanent S. Ces pouvoirs d'enquête s'inspirent de ceux d'une commission d'enquête parlementaire.

Le paragraphe 1^{er} règle les rapports avec le pouvoir judiciaire. Les enquêtes du Comité permanent S ne se substituent pas à une enquête pénale. Les procès-verbaux constatant qu'il existe des indices ou des présomptions de faits punissables sont transmis à la justice.

Le paragraphe 2 habilite le président du Comité permanent S, qui est un magistrat, à prendre des mesures d'instruction extrêmes, ce que peut également une commission d'enquête parlementaire.

Le paragraphe 3 règle les pouvoirs d'enquête des autres membres du Comité permanent S. Ces pouvoirs

Artikelen 7 tot 9

Het Comité V kan op eigen initiatief optreden. Het Vast Comité brengt de Kamer van volksvertegenwoordigers en de bevoegde minister op de hoogte van elk onderzoek. De conclusies en aanbevelingen van het onderzoek worden publiek gemaakt.

De bevoegde ministers of overheden moeten het Comité V inlichten over het gevolg dat zij geven aan de besluiten en conclusies.

Artikelen 10 tot 12

De bedoeling is niet om een bureaucratische instelling op te richten, maar een soepele onderzoeks groep te organiseren die van start gaat wanneer het nodig is. Het voorzitter- en ondervoorzitterschap zijn de enige twee voltijdse functies met dito verloning. Deze functies kunnen eventueel gecombineerd worden met een andere beroepsactiviteit.

Daarnaast wordt er voor elk onderzoek een *ad hoc* commissie opgericht met daarin de nodige deskundigen.

Om dezelfde reden werd er gekozen om niet met een parlementaire begeleidingscommissie te werken. De Kamer behoudt natuurlijk de volledige zeggenschap over het Vast Comité (via onder meer de goedkeuring van het huishoudelijk reglement en de begroting), maar het is niet de bedoeling dat de resultaten en de aanbevelingen van de onderzoeken eerst langs een politieke filter gaan.

Artikel 12 garandeert de onafhankelijkheid van de leden van het Vast Comité.

Artikel 14

Dit artikel regelt de onderzoeksbevoegdheden van het Vast Comité. Deze zijn geïnspireerd op de onderzoeksbevoegdheden van een parlementaire onderzoekscommissie.

Paragraaf 1 regelt de relatie met de rechterlijke macht. De onderzoeken van het Comité V komen niet in de plaats van een strafrechtelijk onderzoek. De processen-verbaal waarin wordt vastgesteld dat er aanwijzingen of vermoedens van strafbare feiten zijn, worden doorgestuurd naar het gerecht.

Paragraaf 2 geeft de voorzitter van het Comité V, die magistraat is, de bevoegdheid verregaande onderzoeksmaatregelen te nemen, die ook mogelijk zijn in het kader van een parlementaire onderzoekscommissie.

Paragraaf 3 regelt de onderzoeksbevoegdheden van de overige leden van het Comité V. Deze zijn

puisent leur source dans les règles applicables à la Commission de la protection de la vie privée.

Le paragraphe 7 oblige le témoin à comparaître pour être entendu et les experts et les interprètes à coopérer.

Le paragraphe 8 est repris de la loi sur les enquêtes parlementaires. La portée de cette disposition est la suivante :

1. pour ne pas témoigner, les personnes concernées peuvent uniquement invoquer le secret professionnel visé à l'article 458 du Code pénal. Si elles décident tout de même de témoigner, elles ne peuvent être poursuivies pour violation du secret professionnel;

2. les personnes concernées ont le droit de ne pas témoigner si leur témoignage peut les exposer à des poursuites pénales.

La première disposition a été prévue car l'expérience a montré que toutes les « obligations de secret » possibles et imaginables étaient invoquées devant une commission d'enquête parlementaire : le secret professionnel, le secret de fonction, la parole donnée. Cette possibilité a été limitée. La seconde disposition vise à garantir le droit de défense (personne ne peut être contraint à s'auto-accuser).

Combinée avec le paragraphe 6, la procédure doit être interprétée en ce sens que la personne convoquée doit comparaître devant la commission et prêter serment. Ce n'est qu'après avoir rempli ces formalités qu'elle peut invoquer le droit de ne pas témoigner (en invoquant ou non le secret professionnel).

Article 17

Cet article prévoit — eu égard à l'objectif formulé dans le commentaire des articles 10 à 12 — un financement souple, dans le cadre duquel la Chambre libère des moyens supplémentaires en fonction des enquêtes en cours.

Article 18

Cet article fait du Centre de connaissances pour la Sécurité civile un organe de support stratégique. Le pouvoir spécifique d'enquêter sur des catastrophes et d'en tirer des enseignements est réservé au Comité permanent d'enquête sur la Sécurité civile.

geïnspireerd door de regeling bij de Privacycommissie.

Paragraaf 7 maakt het verschijnen van de getuige voor verhoor en de medewerking van deskundigen en tolken dwingend.

Paragraaf 8 is overgenomen uit de wet op het parlementair onderzoek. De draagwijdte van deze bepaling is de volgende :

1. Personen kunnen zich enkel beroepen op het beroepsgeheim zoals bepaald in artikel 458 van het Strafwetboek om niet te getuigen. Indien zij toch kiezen om te getuigen kunnen zij niet vervolgd worden voor schending van het beroepsgeheim.

2. Personen hebben het recht om geen getuigenis af te leggen, als men zich daardoor aan strafvervolging zou kunnen blootstellen.

De eerste bepaling kwam er omdat de ervaring leerde dat voor een parlementaire onderzoekscommissie alle mogelijke « geheimhoudingsplichten » werden ingeroepen : het beroepsgeheim, het ambtsgeheim, het gegeven woord. Dit werd beperkt. De tweede bepaling kwam om het recht op verdediging te vrijwaren (niemand kan verplicht worden zichzelf te beschuldigen).

In combinatie met paragraaf 6 moet de procedure als volgt begrepen worden : de opgeroepene moet voor de commissie moet verschijnen en de eed afleggen. Het is pas na het vervullen van deze formaliteiten dat hij het recht om geen getuigenis af te leggen (al dan niet via een beroep op het beroepsgeheim), kan inroepen.

Artikel 17

Dit artikel voorziet, gelet op de doelstelling verwoordt in de toelichting bij de artikelen 10-12, in een flexibele financiering waarbij de Kamer naargelang de lopende onderzoeken in extra middelen voorziet.

Artikel 18

Dit artikel maakt van het Kenniscentrum voor de Civiele Veiligheid een beleidsondersteunend orgaan. De specifieke bevoegdheid om rampen te onderzoeken met het ook op een leermoment wordt voorbehouden aan het Vast Comité voor onderzoek naar de Civiele Veiligheid.

Bart DE NIJN.

*
* *

*
* *

PROPOSITION DE LOI**TITRE I^{er}****Disposition préliminaire****Article 1^{er}**

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

TITRE II**Création d'un Comité S****Art. 2**

La Chambre des représentants crée un Comité permanent d'enquête sur la Sécurité civile.

Art. 3

Le Comité permanent a pour mission, dans le but exclusif de prévenir de futures catastrophes ou d'en limiter les effets, d'examiner et de constater les causes ou les causes présumées des catastrophes et l'étendue de leurs conséquences et, le cas échéant, de formuler des recommandations en la matière.

Art. 4

L'enquête peut concerner en particulier :

1° l'examen et l'évaluation d'incidents en vue d'en tirer les enseignements;

2° l'examen des situations d'urgence qui, eu égard à leur ampleur, doivent être gérées par le gouverneur, ou dont les conséquences directes dépassent le territoire d'une commune.

Art. 5

Le Comité permanent se compose de cinq membres effectifs, dont un président et un vice-président. Deux suppléants sont nommés pour chacun des membres. Tous sont nommés par la Chambre des représentants, qui peut les révoquer s'ils exercent une des fonctions

WETSVOORSTEL**TITEL I****Voorafgaande bepaling****Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

TITEL II**Oprichting van een Comité V****Art. 2**

Er wordt door de Kamer van volksvertegenwoordigers een Vast Comité voor onderzoek naar de civiele veiligheid ingesteld.

Art. 3

Het Vast Comité heeft, met het uitsluitende doel toekomstige rampen te voorkomen of de gevolgen daarvan te beperken, tot taak te onderzoeken en vast te stellen wat de oorzaken of vermoedelijke oorzaken van rampen en van de omvang van hun gevolgen zijn en daaraan zo nodig aanbevelingen te verbinden.

Art. 4

Het onderzoek kan in het bijzonder betrekking hebben op :

1° het onderzoeken en evalueren van incidenten met als doelstelling de leermomenten hieruit op te nemen;

2° het onderzoeken van noodsituaties waarbij de omvang van de noodsituatie een beheer door de Gouverneur vereist of wanneer de directe gevolgen van de noodsituatie het grondgebied van de gemeente overschrijden.

Art. 5

Het Vast Comité is samengesteld uit vijf werkende leden onder wie een voorzitter en een ondervoorzitter. Voor elk van de leden worden twee plaatsvervangers benoemd. Zij worden benoemd door de Kamer van volksvertegenwoordigers, die ze ook kan afzetten

ou activités ou un des emplois ou mandats visés à l'alinéa 3, ou pour motifs graves.

Au moment de leur nomination, les membres et leurs suppléants doivent remplir les conditions suivantes :

- 1^o être Belge;
- 2^o jouir des droits civils et politiques;
- 3^o avoir atteint l'âge de 35 ans;
- 4^o être domicilié en Belgique;
- 5^o pouvoir justifier d'une expérience pertinente;

6^o détenir une habilitation de sécurité de niveau « très secret » au sens de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité.

Les membres et leurs suppléants ne peuvent exercer aucun mandat public conféré par élection. Ils ne peuvent exercer d'emploi ou d'activité publics ou privés qui pourraient mettre en péril l'indépendance ou la dignité de la fonction.

Le président doit être un magistrat.

Art. 6

Les membres du Comité permanent sont nommés pour un terme renouvelable de six ans qui prend cours à la date de leur prestation de serment. À l'issue de ce terme, les membres continuent à exercer leurs fonctions jusqu'à la prestation de serment de leur remplaçant.

Les suppléants sont nommés pour un terme renouvelable de six ans qui prend cours à partir de la prestation de serment du membre dont ils assurent la suppléance.

Le membre dont le mandat prend fin avant l'expiration du terme de six ans est remplacé, pour un nouveau terme de six ans, par son premier suppléant et, si celui-ci y renonce, par son second suppléant. En cas de vacance d'une place de membre suppléant, la Chambre des représentants procède sans délai à la nomination d'un nouveau membre suppléant.

Pour la nomination d'un suppléant, les conditions prescrites à l'article 5, alinéa 3, sont vérifiées par la Chambre des représentants lors de l'entrée en fonction de l'intéressé.

indien zij functies of activiteiten uitoefenen of betrekkingen of mandaten bekleden welke zijn bedoeld in het derde lid, of wegens ernstige redenen.

Op het ogenblik van hun benoeming moeten de leden en hun plaatsvervangers de volgende voorwaarden vervullen :

- 1^o Belg zijn;
- 2^o het genot hebben van de burgerlijke en politieke rechten;
- 3^o de volle leeftijd van 35 jaar hebben bereikt;
- 4^o hun woonplaats in België hebben;
- 5^o kunnen aantonen over een relevante ervaring te beschikken;
- 6^o houder zijn van een veiligheidsmachtiging van het niveau « zeer geheim » krachtens de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen.

De leden en hun plaatsvervangers mogen geen bij verkiezing verleend openbaar mandaat uitoefenen. Zij mogen geen openbare of particuliere betrekking of activiteit uitoefenen die de onafhankelijkheid of de waardigheid van het ambt in gevaar zou kunnen brengen.

De voorzitter moet een magistraat zijn.

Art. 6

De leden van het Vast Comité worden benoemd voor een vernieuwbare termijn van zes jaar die begint te lopen vanaf hun eedaflegging. Na afloop van die termijn, blijven de leden hun functie uitoefenen tot de eedaflegging van hun opvolger.

De plaatsvervangers worden benoemd voor een vernieuwbare termijn van zes jaar die begint te lopen vanaf de eedaflegging van het lid van wie ze de plaatsvervanging verzekeren.

Het lid wiens mandaat een einde neemt vóór het verstrijken van de termijn van zes jaar wordt voor een nieuwe termijn van zes jaar vervangen door zijn eerste plaatsvervanger, en indien deze daaraan verzaakt, door zijn tweede plaatsvervanger. Bij het openvallen van een plaats van plaatsvervarend lid gaat de Kamer van volksvertegenwoordigers onverwijld over tot de benoeming van een nieuw plaatsvervarend lid.

Voor de benoeming van een plaatsvervanger worden de in artikel 5, derde lid, gestelde voorwaarden door de Kamer van volksvertegenwoordigers gecontroleerd op het ogenblik dat hij in functie treedt.

Avant d'entrer en fonction, les membres du Comité permanent prêtent, entre les mains du président de la Chambre des représentants, le serment suivant: « Je jure de remplir les devoirs de ma charge en âme et conscience et en toute impartialité. »

Art. 7

Le Comité permanent agit soit d'initiative, soit à la demande de la Chambre des représentants, du Sénat, du ministre compétent ou de l'autorité compétente.

Il informe toujours immédiatement la Chambre des représentants et le ministre compétent de ses actions.

Art. 8

Le Comité permanent ne délibère valablement que si la majorité au moins de ses membres est présente. Il décide à la majorité absolue. En cas de parité des voix, la voix du président ou, s'il est absent, de son suppléant, est prépondérante.

Art. 9

Le Comité permanent remet au ministre compétent ou à l'autorité compétente, selon le cas, ainsi qu'à la Chambre des représentants un rapport relatif à chaque enquête. Ce rapport est confidentiel jusqu'à sa communication à la Chambre des représentants.

Ce rapport comprend les conclusions et recommandations conformément à l'objectif visé à l'article 3.

Le ministre compétent ou l'autorité compétente peuvent, à propos des rapports d'enquête, organiser un échange de vues avec le Comité permanent. Celui-ci peut lui-même proposer qu'un tel échange de vues soit organisé.

Dans un délai raisonnable, les ministres compétents ou les autorités compétentes informent le Comité permanent des suites qu'ils réservent aux conclusions de ce dernier.

Art. 10

§ 1^{er}. Le président du Comité permanent exerce ses fonctions à temps plein. Il est détaché de droit par sa juridiction. Il assume la gestion quotidienne du Comité permanent et préside les réunions.

Alvorens hun ambt te aanvaarden leggen de leden van het Vast Comité, in handen van de voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers de volgende eed af: « Ik zweer de plichten van mijn opdracht gewetensvol en onpartijdig te vervullen. »

Art. 7

Het Vast Comité treedt op ofwel uit eigen beweging, ofwel op verzoek van de Kamer van volksvertegenwoordigers, van de Senaat, van de bevoegde minister of van de bevoegde overheid.

Het Vast Comité brengt altijd de Kamer van volksvertegenwoordigers en de bevoegde minister dadelijk op de hoogte van zijn optreden.

Art. 8

Het Vast Comité beraadslaagt slechts dan op geldige wijze, wanneer ten minste de meerderheid van haar leden aanwezig is. Zij beslist bij volstrekte meerderheid. Bij staking van de stemmen is de stem van de voorzitter of bij diens afwezigheid, van zijn plaatsvervanger doorslaggevend.

Art. 9

Het Vast Comité zendt aan de bevoegde minister of aan de bevoegde overheid, alsmede aan de Kamer van volksvertegenwoordigers, een verslag betreffende elk onderzoek. Dit verslag is vertrouwelijk tot bij de mededeling aan de Kamer van volksvertegenwoordigers.

In dat verslag staan de conclusies en aanbevelingen conform de doelstelling uit artikel 3.

De bevoegde minister of de bevoegde overheid kan, over de onderzoeksverslagen, een gedachtenwisseling beleggen met het Vast Comité. Dit Comité kan zelf voorstellen dat een dergelijke gedachtenwisseling wordt belegd.

De bevoegde ministers of overheden lichten binnen een redelijke termijn het Vast Comité in over het gevolg dat zij geven aan zijn besluiten.

Art. 10

§ 1. De voorzitter van de het Vast Comité oefent zijn functie volijds uit. Hij wordt van rechtswege gedetacheerd door zijn rechtscollege. Hij is belast met het dagelijks beheer van het Vast Comité en zit de vergaderingen voor.

Pendant la durée de son mandat, il ne peut exercer aucune autre activité professionnelle. La Chambre des représentants peut accorder une dérogation à cette règle à condition que cette dérogation n'empêche pas l'intéressé d'accomplir correctement sa mission.

Il est pourvu à son remplacement comme magistrat par une nomination en surnomme. S'il s'agit d'un chef de corps, il est pourvu à son remplacement par la nomination en surnomme d'un magistrat au rang immédiatement inférieur.

Il jouit d'un traitement égal à celui du Premier Avocat général près la Cour de cassation, ainsi que des augmentations et avantages y afférents.

Il retrouve sa place sur la liste de rang dès la cassation de son mandat.

§ 2. Le président est assisté dans ses fonctions par un vice-président, désigné par la Chambre des représentants. Le vice-président exerce ses fonctions à temps plein, et les dispositions du § 1^{er}, alinéas 2 et 4, lui sont applicables. Le § 1^{er}, alinéas 3 et 5, est applicable au vice-président s'il est magistrat. En cas d'empêchement du président, le vice-président assure ses fonctions.

Art. 11

Lorsque le Comité permanent décide d'intervenir, il crée, pour chaque enquête, une commission d'enquête *ad hoc*.

Le Comité permanent désigne les experts et les interprètes nécessaires, lesquels assistent le Comité dans la conduite de l'enquête. Ces experts et interprètes prêtent le serment visé à l'article 6. Les indemnités qui leur sont dues sont réglées conformément au tarif des frais en matière civile.

À l'instar des membres du Comité permanent, les experts désignés siègent au sein de la Commission.

Art. 12

Dans les limites de leurs attributions, les membres de la Commission ne reçoivent d'instructions de personne. Ils ne peuvent être relevés de leur charge en raison des opinions qu'ils émettent ou des actes qu'ils accomplissent pour remplir leurs fonctions.

Art. 13

Il est interdit aux membres du Comité permanent et aux experts d'être présents lors d'une enquête, d'une

Tijdens de duur van zijn mandaat mag hij geen andere beroepsbezighed uitoefenen. De Kamer van volksvertegenwoordigers kan hierop een afwijking toestaan op voorwaarde dat dit de betrokken niet belet zijn opdracht naar behoren te vervullen.

In zijn vervanging als magistraat wordt voorzien door een benoeming in overtal. Wanneer het een korpschef betreft wordt in zijn vervanging voorzien door de benoeming in overtal van een magistraat tot de onmiddellijk lagere rang.

Hij geniet een wedde die gelijkstaat met die van eerste-advocaat-generaal bij het Hof van Cassatie, alsmede de daaraan verbonden verhogingen en voordeelen.

Hij neemt zijn plaats op de ranglijst weer in van het ogenblik af dat hij zijn mandaat neerlegt.

§ 2. De voorzitter wordt in zijn opdracht bijgestaan door een ondervoorzitter, die door de Kamer van volksvertegenwoordigers wordt aangewezen. De ondervoorzitter oefent zijn ambt voltijds uit en de bepalingen van § 1, tweede en vierde lid, zijn op hem van toepassing. Paragraaf 1, derde en vijfde lid, is van toepassing op de ondervoorzitter als die magistraat is. Ingeval de voorzitter verhinderd is, neemt de ondervoorzitter zijn taak over.

Art. 11

Wanneer het Vast Comité besluit op te treden richt zij per onderzoek een *ad hoc* onderzoekscommissie op.

Het Vast Comité wijst de nodige deskundigen en tolken aan, die het Comité bijstaan bij het verrichten van het onderzoek. De deskundigen en tolken leggen de eed af bepaald in artikel 6. De hun verschuldigde vergoedingen worden uitgekeerd overeenkomstig het tarief van gerechtskosten in burgerlijke zaken.

De aangestelde deskundigen hebben net als de leden van het Vast Comité zitting in de Commissie.

Art. 12

Binnen de perken van hun bevoegdheden krijgen de leden van de Commissie van niemand onderrichtingen. Zij kunnen niet van hun mandaat worden ontheven voor meningen die zij uiten of daden die zij stellen bij het vervullen van hun functie.

Art. 13

Het is de leden van het Vaste Comité en de deskundigen verboden tegenwoordig te zijn bij een

délibération ou d'une décision portant sur des objets pour lesquels ils ont un intérêt personnel et direct ou pour lesquels leurs parents ou alliés jusqu'au quatrième degré ont un intérêt personnel ou direct.

Art. 14

§ 1^{er}. Les enquêtes menées par le Comité permanent ne se substituent pas à celles du pouvoir judiciaire, avec lesquelles elles peuvent entrer en concours sans toutefois en entraver le déroulement.

Les procès-verbaux constatant des indices ou des présomptions d'infractions seront transmis au procureur général près la cour d'appel pour y être donné telle suite que de droit.

§ 2. Le président du Comité permanent peut prendre toutes les mesures d'instruction prévues par le Code d'instruction criminelle.

§ 3. Le Comité permanent peut charger un ou plusieurs de ses membres, éventuellement assistés d'experts, de procéder à un examen sur place. Dans ce cas, à l'exception du président, les membres du Comité permanent ont la qualité d'officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi. Ils peuvent notamment exiger communication de tout document pouvant leur être utile dans leur enquête. Ils peuvent également pénétrer en tous lieux où ils ont un motif raisonnable de supposer que s'exerce une activité en rapport avec l'application de la présente loi.

§ 4. Lorsque des renseignements doivent être demandés en matière administrative, la commission adresse une demande écrite au ministre ou au secrétaire d'État compétent, qui y donne suite immédiatement.

§ 5. Les citations sont faites par un huissier de justice à la requête du président du Comité permanent; le délai est de deux jours au moins, sauf cas d'urgence.

§ 6. Tout un chacun peut être appelé comme témoin. Les témoins prêtent ensuite le serment de dire toute la vérité et rien que la vérité.

§ 7. Toute personne citée pour être entendue en témoignage sera tenue de comparaître et de satisfaire à la citation sous peine d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 26 à 250 euros. Les dispositions du livre I^{er} du Code pénal, sans exception du chapitre VII et de l'article 85, sont applicables. La présente disposition s'applique également aux experts et aux interprètes qui refusent de prêter leur concours.

onderzoek, beraadslaging of besluit over zaken waarbij zij een persoonlijk en rechtstreeks belang hebben of waarbij hun bloed- of aanverwanten tot en met de vierde graad een persoonlijk of rechtstreeks belang hebben.

Art. 14

§ 1. De door het Vast Comité ingesteld onderzoeken treden niet in de plaats van de onderzoeken van de rechterlijke macht; zij kunnen daarmee samenlopen maar mogen het verloop ervan niet hinderen.

De processen-verbaal waarin wordt vastgesteld dat er aanwijzingen of vermoedens zijn van strafbare feiten, worden gezonden aan de procureur-generaal bij het hof van beroep opdat daaraan gevolg wordt gegeven als naar recht.

§ 2. De voorzitter van Vast Comité kan alle in het Wetboek van strafvordering omschreven onderzoeksmaatregelen nemen.

§ 3. Het Vaste Comité mag een of meer van haar leden, eventueel bijgestaan door deskundigen, belasten met de uitvoering van een onderzoek ter plaatse. De leden van het Vast Comité, met uitzondering van de voorzitter, hebben in dit geval de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings. Ze kunnen onder meer mededeling eisen van elk document dat hen bij hun onderzoek van nut kan zijn. Ze hebben tevens toegang tot alle plaatsen waarvan ze redelijkerwijze kunnen vermoeden dat er werkzaamheden worden verricht die in verband staan met de toepassing van deze wet.

§ 4. Wanneer inlichtingen moeten worden opgevraagd in bestuurszaken, richt de commissie een schriftelijk verzoek tot de bevoegde minister of staatssecretaris, die aan dat verzoek onmiddellijk gevolg geeft.

§ 5. Dagvaardingen worden door een gerechtsdeurwaarder uitgevoerd op verzoek van de voorzitter van het Vast Comité; de termijn is ten minste twee dagen, behalve in spoedeisende gevallen.

§ 6. Een ieder kan als getuige worden opgeroepen. De getuigen verklaren vervolgens onder eed, de gehele waarheid en niets dan de waarheid zullen zeggen.

§ 7. Hij die gedagvaard wordt om als getuige te worden gehoord, is gehouden te verschijnen en aan de dagvaarding te voldoen, op straffe van gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden en geldboete van 26€ tot 250€. De bepalingen van boek I van het Strafwetboek, hoofdstuk VII en artikel 85 niet uitgezonderd, zijn van toepassing. Deze bepaling is ook van toepassing op deskundigen en tolken die weigeren hun medewerking te verlenen.

§ 8. Sans préjudice de l'invocation du secret professionnel visé à l'article 458 du Code pénal, tout témoin qui, en faisant une déclaration conforme à la vérité, pourrait s'exposer à des poursuites pénales peut refuser de témoigner. Le témoin ne peut être condamné pour violation du secret professionnel.

§ 9. Les témoins, les interprètes et les experts sont soumis devant le Comité permanent aux mêmes obligations que devant le juge d'instruction.

§ 10. L'article 9 de la loi du 3 mai 1880 sur les enquêtes parlementaires est applicable aux personnes qui sont entendues ou citées comme témoins par le Comité permanent et aux experts et interprètes qui sont requis.

Art. 15

Les membres du Comité permanent ainsi que les experts dont le concours est requis sont soumis à une obligation de confidentialité à l'égard des faits, actes ou renseignements dont ils ont eu connaissance dans l'exercice de leurs fonctions.

Art. 16

Le Comité permanent arrête son règlement d'ordre intérieur et peut y fixer son organisation interne.

Le règlement d'ordre intérieur du Comité permanent est approuvé par la Chambre des représentants.

Conformément aux alinéas 1^{er} et 2, la Chambre des représentants peut modifier les règlements d'ordre intérieur après avoir pris l'avis du Comité permanent. L'avis est réputé favorable s'il n'a pas été rendu dans les soixante jours de la demande d'avis.

Art. 17

Sans préjudice du pouvoir dont dispose la Chambre des représentants d'examiner le budget détaillé du Comité permanent, de l'approuver et d'en contrôler l'exécution ainsi que de vérifier et d'approuver les comptes détaillés, les crédits prévus à ce budget sont inscrits à titre de dotation au budget général des dépenses de l'État.

En conformité avec son règlement, la Chambre met sans délai à la disposition de la commission les moyens indispensables à l'accomplissement de sa mission.

§ 8. Onverminderd het inroepen van het beroepsgeheim bedoeld in artikel 458 van het Strafwetboek, kan iedere getuige aanvoeren dat hij, door naar waarheid een verklaring af te leggen, zich zou kunnen blootstellen aan strafvervolging en derhalve getuigenis weigeren. De getuige kan niet veroordeeld worden voor het schenden van het beroepsgeheim.

§ 9. Getuigen, tolken en deskundigen hebben tegen over de Vaste Commissie dezelfde verplichtingen als tegenover de onderzoeksrechter.

§ 10. Artikel 9 van de wet van 3 mei 1880 op het parlementair onderzoek is van toepassing op de mensen die als getuige worden gehoord of gedagvaard door het Vast Comité en op de deskundigen en tolken die worden gevorderd.

Art. 15

De leden van het Vast Comité en de deskundigen om wier medewerking is verzocht, zijn verplicht het vertrouwelijk karakter te bewaren van de feiten, de handelingen of de inlichtingen waarvan zij uit hoofde van hun functie kennis hebben gehad.

Art. 16

Het Vast Comité stelt zijn huishoudelijk reglement vast en kan er zijn interne organisatie bepalen.

Het huishoudelijk reglement van het Vast Comité wordt goedgekeurd door de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Conform het eerste en het tweede lid kunnen de Kamer van volksvertegenwoordigers de huishoudelijke reglementen wijzigen, na het advies te hebben ingewonnen van het Vast Comité. Het advies wordt geacht gunstig te zijn, indien het niet is uitgebracht binnen 60 dagen na het verzoek.

Art. 17

Onverminderd de bevoegdheid van de Kamer van volksvertegenwoordigers om de gedetailleerde begroting van het Vast Comité te onderzoeken en goed te keuren alsook de uitvoering ervan te controleren en de gedetailleerde rekeningen te verifiëren en goed te keuren, worden de kredieten voor deze begroting uitgetrokken als dotatie op de algemene uitgavenbegroting van het Rijk.

Overeenkomstig haar reglement stelt de Kamer onverwijld de extra middelen ter beschikking van de commissie die onontbeerlijk zijn voor de uitvoering van haar opdracht.

Les frais de parcours et de séjour des membres du Comité permanent et des experts sont fixés d'après les dispositions d'application dans les services de l'État.

Le président suppléant, le vice-président suppléant et les membres effectifs ou suppléants ont droit à des jetons de présence d'un montant de 223,18 euros (indice 1,2682). Ce montant est lié à l'évolution de l'indice des prix à la consommation.

TITRE III

Dispositions modificatives et transitoires

Art. 18

Centre de connaissances pour la Sécurité civile

L'article 3, point 4, de l'arrêté royal du 28 mars 2007 relatif à un centre fédéral de connaissances pour la Sécurité civile est abrogé.

Art. 19

La présente loi entre en vigueur six mois après la date de sa publication au *Moniteur belge*.

2 juillet 2013.

De reis- en verblijfkosten van de leden van het Vast Comité en de deskundigen worden vastgesteld volgens de in de Rijksdiensten van toepassing zijnde bepalingen.

De plaatsvervangend voorzitter, de plaatsvervarend ondervoorzitter en de vaste of plaatsvervangende leden hebben recht op presentiegeld voor een bedrag van EUR 223,18 (indexcijfer 1,2682). Dat bedrag is gekoppeld aan de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijzen.

TITEL III

Wijzigings- en Overgangsbepalingen

Art. 18

Kenniscentrum voor de Civiele Veiligheid

Artikel 3, punt 4 van het koninklijk besluit van 28 maart 2007 betreffende een Federaal Kenniscentrum voor de Civiele Veiligheid wordt opgeheven.

Art. 19

Deze wet treedt in werking zes maanden na de dag waarop zij in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

2 juli 2013.

Bart DE NIJN.